

Gaz de France – Rapport de gestion du premier semestre 2003

Dans un environnement économique morose et alors que la libéralisation du marché de l'énergie en Europe se poursuit, Gaz de France affiche à l'issue du premier semestre 2003 des résultats en croissance par rapport à ceux du premier semestre 2002.

Comptes consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé à fin juin 2003, qui s'établit à 8 849 millions d'euros, est en hausse de 12,9 % par rapport à la même période de 2002, dans des conditions climatiques proches de la moyenne, alors que le premier semestre 2002 s'était caractérisé par un climat particulièrement chaud. A périmètre constant, l'augmentation serait de 9,2 % par rapport au premier semestre de l'année dernière.

Les ventes de gaz à fin juin 2003 s'élèvent à 353 TWh, en progression, hors trading, de 10,6 % par rapport à fin juin 2002 (7,1 % à périmètre constant). Mesurée hors impact des variations climatiques, la croissance des ventes de gaz du Groupe est de 2,7 % principalement du fait du développement des ventes en Europe- en Italie, en Belgique et, pour la première fois en 2003, aux Pays-Bas et au Luxembourg-.

La contribution des activités internationales, y compris export, au chiffre d'affaires du Groupe augmente : elle représente 20 % du chiffre d'affaires consolidé contre 18,3 % à fin juin 2002 (18,7 % pour l'année 2002) et s'établit à 1,8 milliard d'euros.

Enfin, la participation dans la société slovaque SPP, consolidée à compter du 1er juillet 2002, contribue à hauteur de 239 millions d'euros au chiffre d'affaires du Groupe à fin juin 2003.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) ressort à 2 393 millions d'euros à fin juin 2003, en augmentation de 405 millions d'euros par rapport au premier semestre 2002.

La contribution de Gaz de France à l'EBE consolidé progresse de 172 millions d'euros alors que des versements effectués sur des fonds assurantiels, comptabilisés en charges d'exploitation, se sont élevés à 220 millions d'euros au premier semestre 2003 ; en 2002, ces mêmes versements avaient été concentrés sur le second semestre pour 375 millions d'euros.

L'EBE généré par les filiales progresse de 233 millions d'euros, tous les métiers du Groupe apportant une contribution positive et en croissance. Les filiales internationales, dont la contribution augmente également, participent pour près de 400 millions d'euros à l'EBE consolidé au 30 juin 2003, soit une progression de plus de 81 % par rapport à la même période de 2002 (21 % hors effet de périmètre).

Le résultat d'exploitation du Groupe à fin juin 2003, 1 358 millions d'euros, est en hausse de 89 millions d'euros par rapport à fin juin 2002 malgré une augmentation de 308 millions d'euros des dotations aux amortissements et provisions.

En effet, la réévaluation des ouvrages de transport rachetés à l'Etat en juillet 2002 induit une augmentation des amortissements au premier semestre 2003 de 146 millions d'euros (soit un impact de 292 millions d'euros en année pleine).

De plus, les pensions d'invalidité et les rentes pour accident du travail, maladie professionnelle et incapacité de travail en cours de service ont été intégralement provisionnées au premier semestre 2003 (141 millions d'euros).

La charge financière nette du Groupe s'élève à 1 million d'euros au 30 juin 2003 contre 80 millions d'euros au 30 juin 2002, la variation étant principalement due aux gains de change induits par l'appréciation de l'euro par rapport au dollar.

La charge d'impôt du Groupe ressort à 500 millions d'euros soit 37,0 % du résultat avant impôt, taux supérieur au taux normal d'impôt en France pour l'année 2003 de 35,43 %, en raison de l'augmentation des impôts différés.

Les dotations aux amortissements des écarts d'acquisition s'élèvent à 44 millions d'euros au premier semestre 2003 contre 11 millions d'euros au premier semestre 2002 et incluent l'amortissement exceptionnel d'actifs d'Exploration Production en Grande-Bretagne pour 20 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe à fin juin 2003 s'établit à 816 millions d'euros, en progression de 50 millions d'euros par rapport au premier semestre 2002.

La capacité d'autofinancement s'élève à 1 841 millions d'euros à fin juin 2003, soit une progression de 381 millions d'euros par rapport au premier semestre 2002. Celle-ci résulte essentiellement de la hausse de l'EBE, de la baisse des charges financières nettes et de l'augmentation de l'impôt sur les bénéfices.

La diminution du besoin en fonds de roulement est traditionnelle au cours du premier semestre en raison de la saisonnalité de l'activité. Cette baisse est cependant sensiblement moins marquée en 2003 qu'en 2002 (-264 millions d'euros au premier semestre 2003 contre -976 millions d'euros au premier semestre 2002). En effet, les créances d'exploitation étaient moins élevées au terme de l'exercice 2002, le quatrième trimestre de l'année dernière ayant été particulièrement chaud. De plus, une opération de cession de créances commerciales conclue en 1999 s'est terminée au mois de juin 2003, conduisant à une augmentation des créances clients au 30 juin 2003 de 152 millions d'euros.

Les investissements totaux s'élèvent à 1 607 millions d'euros au premier semestre 2003, contre 1 346 millions d'euros au premier semestre 2002.

Les investissements d'équipement du Groupe s'élèvent à 688 millions d'euros, dont 366 millions d'euros pour Gaz de France, essentiellement en Transport (82 millions d'euros) et en Distribution (268 millions d'euros), et 322 millions d'euros dans les filiales, notamment 117 millions d'euros dans le secteur de l'Exploration-Production et 134 millions pour la poursuite des travaux de construction d'une centrale à cycle combiné à Dunkerque.

Les investissements de croissance externe atteignent 919 millions d'euros au premier semestre 2003 contre 679 millions d'euros au premier semestre 2002 et incluent principalement l'acquisition de Preussag Energie en Allemagne pour 859 millions d'euros, annoncée fin décembre 2002.

La capacité d'autofinancement et les ressources dégagées par la diminution du besoin en fonds de roulement ont permis de financer les investissements et le paiement des dividendes, qui s'élèvent à 496 millions d'euros dont 456 millions d'euros pour Gaz de France, et 40 millions d'euros correspondant aux dividendes distribués aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

En conséquence, le niveau d'endettement net au 30 juin 2003 est quasiment stable par rapport à celui du 31 décembre 2002.

Structure financière

L'endettement net au 30 juin 2003 est de 4 416 millions d'euros soit 45 % des capitaux propres contre 4 359 millions d'euros au 31 décembre 2002 et 46 % des capitaux propres.

L'endettement net s'élevait à 2 398 millions d'euros à fin juin 2002.

En février 2003, Gaz de France a réalisé une émission obligataire de 2 milliards d'euros dans le cadre du programme EMTN mis en place en octobre 2002. Cette émission se décompose en deux tranches long terme à taux fixe, l'une à 10 ans de 1 250 millions d'euros et l'autre à 15 ans de 750 millions d'euros. Cette émission a permis de mieux structurer la dette, notamment, en allongeant sa maturité.

Ainsi, l'endettement net à court terme ne représente que 14 % de l'endettement total à fin juin 2003 contre 49 % au 31 décembre 2002; la part de l'endettement à taux fixe est de 65 % à fin juin 2003 contre 18 % au 31 décembre 2002. Enfin, la dette d'emprunt est à 66 % en euros à fin juin 2003 contre 52 % au 31 décembre 2002.

Il faut rappeler que Gaz de France dispose depuis août 2002 d'une ligne de crédit revolving de 2 milliards d'euros à échéance 2007 qui s'est substituée à la ligne de 0,5 milliard d'euros obtenue précédemment, tout en conservant ses capacités de recours au papier commercial.

Comptes sociaux de Gaz de France

Le chiffre d'affaires de Gaz de France s'élève à 7 732 millions d'euros au premier semestre 2003, en augmentation de 10,2 % par rapport au premier semestre 2002 en raison notamment de conditions climatiques plus favorables à l'activité qu'en 2002.

L'EBE est de 1 857 millions d'euros au premier semestre 2003, en augmentation de 208 millions d'euros par rapport au premier semestre 2002. Les versements effectués sur des fonds assurantiels qui sont comptabilisés en charges d'exploitation s'élèvent à 220 millions d'euros au premier semestre 2003, alors qu'en 2002, les versements étaient intervenus uniquement au second semestre, pour 375 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation ressort à 1 033 millions d'euros, en baisse de 110 millions d'euros par rapport au premier semestre 2002, sous les effets conjugués d'une augmentation des amortissements de 146 millions d'euros, induite par la réévaluation des ouvrages de transport rachetés à l'Etat en juillet 2002, et du provisionnement intégral des pensions d'invalidité et rentes pour accident du travail, maladie professionnelle et incapacité de travail en cours de service (141 MEUR).

Le résultat net s'établit à 723 millions d'euros à fin juin 2003 contre 616 millions d'euros au 30 juin 2002.

L'endettement net de Gaz de France est de 3 118 millions d'euros, en hausse de 756 millions d'euros par rapport au 31 12 2002. L'endettement net s'élevait à 467 millions d'euros à fin juin 2002.

Risques relatifs aux matières premières

Afin de faire face à la demande de gaz naturel de ses clients à moyen et long terme, le Groupe a sécurisé ses approvisionnements par des contrats dont la durée peut atteindre 25 ans. Ces contrats comportent des engagements réciproques portant sur des quantités déterminées de gaz :

- un engagement du Groupe d'enlever des quantités minimales,

- un engagement des fournisseurs de mettre à disposition des quantités à des prix compétitifs.

Cette compétitivité est assurée par des formules d'indexation et de révision de prix.

De plus, le Groupe a souscrit des achats et ventes à terme de gaz naturel dans le cadre de son activité de Négoce : achats et ventes de gaz sur les marchés de court terme et offres avec ingénierie de prix aux clients industriels. Il a également souscrit dans le cadre de son activité de trading des achats et ventes à terme de pétrole et d'électricité.

Le Groupe utilise des instruments dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations des prix des matières premières.

Risques de contrepartie

Le Groupe mène une politique de gestion des risques de contrepartie fondée, d'une part, sur une diversification systématique de ses contreparties et, d'autre part, sur l'évaluation de leur situation financière.

Ainsi, tous les instruments financiers utilisés pour gérer les risques de taux d'intérêt et de change sont-ils contractés avec des contreparties disposant d'une notation (Long terme / Court terme) attribuée par Standard & Poors ou Moody's, au moins supérieure à, respectivement, A - / A 1 et A 3 / P-1.

Quant aux contreparties énergie, elles sont évaluées et notées après une analyse financière s'appuyant notamment, lorsqu'il est disponible, sur le "rating" S&P ou Moody's de la contrepartie. En fonction du résultat de cette évaluation financière et de ses relations avec la contrepartie, Gaz de France a éventuellement recours à des instruments juridiques tels que des accords standardisés de "netting" (prévoyant la compensation des expositions positives et négatives vis-à-vis d'une même contrepartie) ou de garantie (lettre de confort, garantie de la maison mère, garantie bancaire...).

Risques pays

En ce qui concerne les approvisionnements en gaz, les risques pays sont équilibrés par une forte diversification géographique assurée par six fournisseurs de long terme, situés à proximité du territoire européen. Les risques d'activité et d'investissement sont très limités. Le Groupe détient 2 % de ses immobilisations nettes et réalise moins de 1 % de son chiffre d'affaires hors de l'Europe.

Couverture des risques assurables

Le Groupe a identifié et évalué les risques assurables auxquels il est exposé, notamment ceux découlant des dommages subis par ses biens propres (biens industriels et tertiaires) ainsi que les risques de dommages aux tiers y compris environnementaux.

Ces risques font l'objet de contrats d'assurance offrant des niveaux de couverture élevés qui permettent de transférer sur des tiers les risques catastrophiques afin qu'en cas de sinistre de ce type, la situation financière du Groupe ne soit pas affectée.

Enfin, pour garantir l'homogénéité des couvertures mises en place, la gestion des assurances du Groupe est centralisée ce qui a permis notamment de pondérer les augmentations des primes d'assurance imposées par le marché.

Evènements postérieurs à la clôture

En août 2003, le Groupe a acquis 40 % d'Italcogim, quatrième distributeur de gaz italien qui dessert 400 000 clients et réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 500 millions d'euros.

Perspectives d'avenir

Pour l'ensemble de l'année, et compte tenu de la forte saisonnalité de ses activités donnant un poids élevé au premier semestre, le Groupe maintient ses anticipations de résultat net ; ce dernier devrait, à climat moyen, s'établir en progression par rapport au résultat net part du Groupe enregistré en 2002 (838 millions d'euros avant prise en compte du profit exceptionnel lié au rachat des réseaux de transport).

GROUPE GAZ DE FRANCE
CHIFFRES-CLES

en MEUR

	30 06 2003	30 06 2002	31 12 2002	2001	2000	1999
Chiffre d'affaires	8 849	7 839	14 546	14 357	11 211	9 109
Excédent brut d'exploitation	2 393	1 988	3 292	2 851	2 001	2 406
Résultat d'exploitation	1 358	1 269	1 551	1 637	874	1 094
Résultat net – Part du Groupe	816	766	3 612	891	431	419
Immobilisations incorporelles nettes	1 382	795	1 410	871	732	527
Immobilisations corporelles nettes :						
- hors concession	11 666	4 040	10 328	3 965	3 728	3 228
- en concession	7 383	8 374	7 272	8 282	7 736	7 596
Immobilisations financières nettes	1 188	1 368	1 205	1 082	1 160	1 115
Besoin en Fonds de Roulement	1 116	976	1 200	1 966	1 613	836
Capitaux propres – Part du Groupe	9 533	6 408	9 259	5 962	5 050	4 598
Contrevaleur des biens mis dans la concession – Droits en nature des concédants	3 314	3 192	3 209	3 122	2 897	2 613
Endettement net	4 416	2 398	4 359	3 379	3 338	2 040
Capacité d'autofinancement	1 841	1 460	2 409	2 224	1 389	1 685
Investissements d'équipement	688	667	1 623	1 331	1 215	1 142
Investissements de croissance	919	679	1 923	377	330	209